

Grâce à un réseau de membres actifs au Việt Nam et à travers le monde, le Parti pour la Réforme du Việt Nam (Việt Tân) veut promouvoir la démocratie et la réforme du pays par des moyens pacifiques

Soutien à la lutte non violente pour la démocratie du peuple birman



A l'attention de :

- Gouvernement de la Birmanie
- Dignitaires religieux, les organisations démocratiques, le peuple de la Birmanie
- Association des Nations de l'Asie du Sud Est (ASEAN)
- Secrétaire Général des Nations Unies
- Gouvernement des Etats-Unis
- Union Européenne
- Organisations de défense des droits de l'homme, les médias internationaux

Nous avons suivi avec grand intérêt les nouvelles de la marche pa-

cifique des dizaines de milliers de birmans, de moines bouddhistes et d'étudiants. Vous marchez pour demander l'ouverture d'un dialogue entre le régime birman et le peuple, les organisations démocratiques afin d'instaurer la démocratie, respectant le pluralisme politique et les droits de l'homme.

Nous, les signataires de cette déclaration, des individus, des organisations, des associations vietnamiennes qui luttent actuellement pour un Việt Nam démocratique et prospère, souhaitons faire part de ceci :

▸ Nous soutenons de tout cœur la lutte pacifique du peuple birman pour l'établissement d'un système politique démocratique et pluraliste, d'une société civile forte. La réussite du combat lutte pour la démocratie contribuera à la stabilité, au développement de la Birmanie, mais aussi de la région.

▸ Nous appelons les autorités birmanes à prendre leurs responsabilités pour assurer la sécurité des manifestants pacifiques. Les autorités birmanes devraient saisir cette occasion pour dialoguer avec leur peuple et les organisations démocratiques comme la Ligue Nationale pour la Démocratie

(LND) de madame Aung San Suu Kyi, l'Organisation des Etudiants Nationaux de 1988, les instances religieuses bouddhistes afin de construire une démocratie en Birmanie.

▸ Nous appelons l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et ses pays membres à prendre positions rapidement pour soutenir le peuple birman dans sa lutte pour la démocratie.

▸ Nous appelons l'Organisation des Nations Unies, les Etats-Unis, l'Union Européenne, les pays démocratiques, les organisations de défense des droits de l'homme, les médias internationaux à exprimer concrètement leur soutien au peuple birman.

▸ Nous protestons fermement contre les autorités birmanes qui ont employé la violence pour réprimer les manifestants pacifiques.

▸ Nous saluons votre courage, peuple birman, et nous comprenons vos difficultés. Nous sommes convaincu de votre victoire dans votre lutte non violente pour la démocratie.

Rédigé depuis le Việt Nam, le 28 septembre 2007.

Sommaire

- 1 Soutien au peuple birman
- 2 Thich Quang Do écrit à l'ONU
- 3 A propos des voyages du Premier ministre vietnamien
- 4 L'ambassadrice des USA reçoit une délégation vietnamienne
- 5 Les subventions US seront liées au progrès démocratiques au VN
- 6 Victime de harcèlement, il ferme son site d'informations
- 7 Le régime intensifie sa répression
- 8 Le sens de la résolution HR3096
- 9 Nouvelles manifestations à Sàì Gòn
- 10 Encore des arguments puérils

Le vénérable Thich Quang Do réclame une « action urgente » de la part de l'ONU

AFP/28 septembre 2007

régime de Hanoï.

Le numéro deux de l'église bouddhiste unifiée du Vietnam (EBVU), Thich Quang Do, figure de la dissidence du pays communiste, a appelé vendredi à une « action urgente » des Nations unies pour mettre fin en Birmanie « à la répression » des « manifestants pacifistes » par la junte.

« J'appelle les Nations unies et tous les Etats membres à une action urgente, via tous les principaux organes de l'ONU, pour exhorter le gouvernement birman à arrêter toutes les attaques, arrestations et la violence exercées contre les manifestants pacifiques », déclare-t-il dans une lettre au secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon diffusée par l'organisation (IBIB) qui assure sa communication.

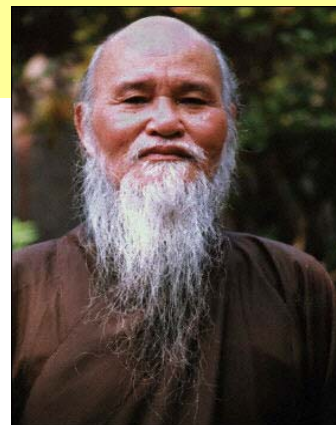
Thich Quang Do, dont l'IBIB (Bureau international d'information bouddhiste) rappelle qu'il fait partie des nominés pour le Prix Nobel de la Paix 2007, mène lui-même un combat acharné depuis une trentaine d'années contre le

Son église, qui a toujours refusé de se soumettre au contrôle du Parti communiste au pouvoir, est interdite depuis 1981. Longtemps emprisonné, le bonze vit en résidence surveillée dans sa pagode à Ho Chi Minh-Ville, l'ex-Saïgon (sud), d'où il continue à militer pour la liberté religieuse et les droits de l'Homme au Vietnam.

Dans sa lettre à Ban Ki-Moon, Thich Quang Do demande à l'ONU d'adopter « une résolution forte » à l'occasion de son assemblée générale, qui se tient actuellement à New York.

Il réclame aussi une « session spéciale » du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies à Genève pour « trouver une solution rapide » à la « tragédie » en Birmanie.

« La junte militaire devrait immédiatement libérer (l'opposante birmane Prix Nobel de la Paix) Aung San Suu Kyi et ouvrir un dialogue avec l'opposition démocratique », poursuit le moine bouddhiste.



Thich Quang Do

« Nous, les peuples de Birmanie et du Vietnam, sommes liés plus que jamais, car nous sommes tous les deux victimes (...) de l'oppression de dictatures militaires ou totalitaires », ajoute-t-il dans un autre message de condoléances envoyé cette fois au peuple birman.

« Nous partageons une aspiration commune au droit à la vie et à la liberté », assure-t-il dans cette deuxième lettre également diffusée par l'IBIB, organisation basée à Paris.

Les forces de sécurité sont une nouvelle fois entrées en action jeudi à Rangoon, la plus grande ville de Birmanie, pour tenter de briser un mouvement de protestation lancé le 19 septembre à la suite d'une augmentation massive des prix et dont les moines bouddhistes sont devenus le fer de lance.

Entre mercredi et jeudi, la répression a fait 13 morts et des dizaines de blessés.

Vendredi, selon des témoins, la plupart des magasins et des commerces étaient fermés à Rangoon où policiers et soldats étaient déployés en très grand nombre.

Les moines bouddhistes sont les leaders du mouvement de protestation birman contre la junte au pouvoir.



A propos des voyages officiels du Premier ministre vietnamien Nguyen Tan Dung en septembre et octobre 2007

Communiqué de presse

En juin 2007, la délégation vietnamienne Nguyen Minh Triet a subi un lourd échec lorsqu'elle a essuyé des critiques de la part de l'exécutif comme des législateurs américains pour les violations des droits de l'homme au Viêt Nam. Cette délégation a également été accueillie par des milliers de manifestants fustigeant la répression du régime communiste contre les militants pour la démocratie au Viêt Nam. Aujourd'hui, Hà Nội envoie une autre délégation, conduite par le Premier ministre Nguyen Tan Dung, pour chercher un soutien auprès de l'Organisation des Nations Unies fin septembre, puis auprès de la classe politique française début octobre 2007. Devant ces stratagèmes des autorités de Hà Nội, le Parti pour la Réforme du Viêt Nam remarque :

1) Le régime continue de réprimer les paysans dépossédés de leurs terres, de diffamer ceux qui soutiennent ces paysans – y compris des dignitaires religieux –, d'emprisonner des militants pacifiques pour la démocratie, etc., montrant ainsi son refus d'appliquer les standards internationaux en matière de droits de l'homme, alors qu'il s'y est engagé. Cependant, la délégation de Nguyen Tan Dung tente à nouveau de cacher à l'opinion internationale la nature dictatoriale de son régime.

2) Le régime continue de traiter durement tout le peuple vietnamien, montrant sa nature mensongère et manipulatrice alors que les délégations communistes en voyage à l'étranger appellent au "débat", à la "réconciliation" avec les Vietnamiens d'outre mer. C'est pourtant avec les Vietnamiens de l'intérieur que le régime devrait débattre et se réconcilier en arrêtant immédiatement sa politique de répression, de coercition et de propagande.

3) Le régime continue à se maintenir au pouvoir, à tout prix, bien qu'il sache parfaitement son impuissance à arrêter les dégradations tous azimuts de la société vietnamienne, causées par une administration corrompue. Cette administration qui permet au régime de perdurer et qui profite des maux de la société montre que les dirigeants actuels du Viêt Nam sont un danger pour le pays. Par conséquent, manifester pour pointer du doigt la dangerosité du régime et de ses serviteurs est un devoir pour tous les Vietnamiens qui se sentent concernés par l'avenir du pays. Manifester ainsi n'est pas discréditer le Viêt Nam, contrairement à ce que clame la propagande officielle.

Nous l'affirmons catégoriquement, le Parti Communiste Vietnamien n'est pas le Viêt Nam, le Parti Communiste Vietnamien ne représente en aucune manière le peuple vietnamien.

Dans leur volonté d'unité avec les Vietnamiens déterminés à

pointer du doigt la dangerosité du régime communiste vietnamien, les membres du Parti Pour la Réforme du Viêt Nam, en particulier aux États-Unis et en France, vont :

- Participer activement aux manifestations de protestation organisées à New York et à Paris ;
- Sensibiliser les classes politiques aux États-Unis, en France, dans l'Union Européenne et aux Nations Unies ;
- Plus particulièrement aux États-Unis, mobiliser les sénateurs pour l'adoption du Projet de Loi sur les Droits de l'Homme, adopté le 18 septembre 2007 par la Chambre des Représentants avec 414 voix pour et 3 voix contre.

La détermination de tous les Vietnamiens patriotes du monde entier fera payer chèrement chacun des dirigeants communistes vietnamiens pour les actions de terreur qu'ils ont ordonnées contre le peuple vietnamien, en particulier contre les militants pour la démocratie. Le monde doit savoir clairement la vraie nature de ces dictateurs qui sévissent actuellement au Viêt Nam.

Le 23 septembre 2007

Parti Pour la Réforme du Viêt Nam



L'ambassadrice des Etats-Unis à l'ONU rencontre une délégation vietnamienne

Le 25 septembre à New York, parallèlement à la manifestation des vietnamiens libres contre la venue du Premier ministre Nguyen Tan Dung à l'Organisation des Nations Unies, une délégation des Vietnamiens militant pour la démocratie a rencontré Joan Plaisted, ambassadrice des Etats-Unis à l'ONU. La rencontre avait pour but de présenter les points de vues des américains d'origine vietnamienne sur la situation politique au Viêt Nam. La délégation a été accueillie par l'ambassadrice Joan Plaisted ainsi que par deux de ses assistants, chargés de l'économie et des droits de l'homme.

Les américains-vietnamiens ont déclaré à l'ambassadrice que Hà Nội ne mérite pas encore de siéger au Conseil de Sécurité de l'ONU, même pour un mandat de 2 ans, à cause des violations des droits de l'homme perpétrées par

les autorités vietnamiennes. La délégation vietnamienne a présenté les preuves montrant que, systématiquement après une victoire sur la scène internationale, le régime vietnamien resserre la vis sur les libertés individuelles. Cela fût le cas pour l'organisation du sommet des pays de l'APEC fin 2006, l'adhésion à l'OMC ou encore l'obtention du statut PNTR (normalisation des relations économiques avec les Etats-Unis) en 2007. Par conséquent, la politique américaine de rapprochement diplomatique avec Hà Nội, censée faire progresser la démocratie, ne peut être efficace que si elle est accompagnée de pressions permanentes sur la question des droits de l'homme. Concrètement, les Américains-Vietnamiens ont demandé aux Etats-Unis de « rendre plus difficile l'obtention de la carotte » et « d'agrandir le bâton. »

Madame l'ambassadrice a précisé

que l'accession du Viêt Nam à un siège non permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU est inévitable car c'est le seul candidat de l'Asie pour ce mandat. Elle espère néanmoins qu'avec cette nouvelle responsabilité, le Viêt Nam aura l'occasion d'apprendre et d'appliquer les normes internationales actuelles. Elle a également rappelé la volonté du président Bush de faire progresser la démocratie dans le monde, exprimée notamment lors de son discours à l'Assemblée Générale de l'ONU. Les échanges se sont ensuite portés sur la manière de soutenir la démocratie au Viêt Nam via les instances internationales. L'entrevue a été couverte par Gia Huy, journaliste de Radio Free Asia.

La délégation des américains-vietnamiens militant pour la démocratie au Viêt Nam était composée de :

- M. Vu Bao Ky, VPAC (Vietnamese Public Action Committee)
- Dr Dang Vu Chan (Parti pour la Réforme du Viêt Nam)
- M. Nguyen Van Tanh (Communauté vietnamienne de New York)
- M. Nguyen Thanh Binh (Communauté vietnamienne de Boston)
- M. Nguyen Dinh Toan (Communauté vietnamienne de Philadelphie)
- Mlle Trinity Pham (Communauté vietnamienne de la Californie)
- M. Tran Dong Duc
- M. Jerry Kyley, vétéran américain de la guerre du Viêt Nam.



Joan Plaisted (tailleur marron) reçoit la délégation vietnamienne dans son bureau à au sièges de l'ONU

Les subventions au Viêt Nam sont liées aux améliorations des droits de l'homme

Par Patrick Goodenough

Correspondant International de CNSNews.com
19 septembre 2007

Les militants vietnamiens pro démocratie ont salué le passage à la Chambre des Représentants du projet de loi qui lie les futures subventions américaines non humanitaires offertes à Hà Nội aux progrès de ce régime en matière de droits de l'homme.

Le Vietnam Human Rights Act (Projet de Loi sur les Droits de l'Homme au Viêt Nam), a été adopté par 414 voix pour et 3 voix contre, ce mardi. Il débloque 4 millions de dollars sur 2 ans pour promouvoir les droits de l'homme et les changements démocratiques non violents au Viêt Nam. Il prévoit 10 autres millions de dollars pour neutraliser les brouillages du gouvernement [vietnamien] à l'encontre de Radio Free Asia.

Cela requiert que le Département d'État publie un rapport annuel sur les progrès des réformes des droits de l'homme au Viêt Nam et que le président confirme la non implication des officiels vietnamiens dans le trafic des êtres humains. Les aides humanitaires ne sont pas concernées par ces mesures.

« Ce vote de grande importance effectué par le Congrès dit au Parti Communiste Vietnamien qu'il y a un prix à payer pour sa campagne actuelle de répression contre les droits de l'homme, » dit Duy Hoang au Cybercast

News Service, un représentant basé aux États-Unis d'un parti d'opposition clandestin, le Viêt Tân.

« Le régime communiste d'Hà Nội peut essayer de nier les emprisonnements de personnes pour leurs croyances pacifiques, mais ces mensonges ne font que souligner la nature répressive de ce régime, » dit-il.

Hoang dit que les Vietnamiens-américains vont concentrer leurs efforts pour faire du lobbying au Sénat, afin de transformer ce projet en loi définitive.

Fondé en 1982, Viêt Tân – Le Parti pour la Réforme du Viêt Nam – dit qu'il a des membres à l'intérieur du Viêt Nam et parmi les communautés vietnamiennes dans le monde.

Le représentant républicain du New Jersey, Chris Smith, qui est à l'origine de cette législation, a déclaré à la Chambre ce mardi que la situation des droits de l'homme au Viêt Nam s'est détériorée durant les derniers mois, et qu'« une nouvelle, hideuse et brutale vague de répression a été lancée par Hà Nội. »

Dans un communiqué, Smith cite le cas de Nguyen Van Ly, un prêtre catholique et ancien prisonnier d'opinion. Ly a été arrêté au début de l'année et condamné le 30 mars à 8 ans de prison pour avoir diffusé des textes anti-gouvernementaux et communiqué avec des militants pro démocratie à l'étranger. Ly est le conseiller du mouvement démocratique naissant appelé Bloc



Hoang Duy

8406, en référence à sa date de création, le 8 avril 2006.

Le vote de mardi arrive après une série de développements considérés comme des coups durs par les opposants au gouvernement communiste, comme la normalisation des relations commerciales entre les États-Unis et le Viêt Nam, peu avant que celui n'adhère à l'Organisation Mondiale du Commerce, ou encore la décision de l'administration américaine de retirer le Viêt Nam de la liste des « pays particulièrement préoccupants » (CPC) pour leurs violations des libertés religieuses.

La Commission américaine sur la liberté religieuse internationale (U.S. Commission on International Religious Freedom, USCIRF), un panel indépendant monté pour conseiller les branches exécutives et législatives, avait recommandé à l'administration américaine de garder le Viêt Nam sur la liste CPC, ce qui permet le recours à une panoplie de mesures contre les violations des droits de l'homme des gouvernements visés, y compris des sanctions.

Dans son discours, Smith a cité la remarque de l'USCIRF disant que le retrait du Viêt Nam



de la liste noire avait été prématuré.

Il a dit que ce retrait de la liste « faisait partie d'une logique, je pense, qui croyait que s'il [le Viêt Nam] entraînait dans l'Organisation Mondiale du Commerce, il allait d'une façon ou d'une autre basculer de la dictature vers la démocratie. Malheureusement, cela ne s'est pas produit. »

La Fondation Montagnarde, une organisation basée aux États-Unis représentant essentiellement la minorité ethnique chrétienne montagnarde sur les hauts-plateaux du Centre du Viêt Nam, a appelé ce mois-ci le gouvernement américain à réinscrire le Viêt Nam sur la liste CPC, citant de nouveaux cas d'arrestations et de harcèlements.

Vendredi dernier, l'ambassadeur du Département d'État sur les libertés religieuses, John Hanford, a cité le Viêt Nam comme un exemple des efforts américains réussis pour pousser les

pays vers la liberté religieuse – malgré, dut-il admettre, que les progrès se soient « ralentis. »

Hanford dit que son département croit que dans la plupart des cas où des groupes sont encore interdits et leurs dirigeants assignés à résidence, ce n'est pas à cause de leur activité religieuse, mais des opinions politiques qu'ils expriment publiquement.

« Nous, bien entendu, croyons à leur liberté de faire cela. Mais nous pensons que les restrictions qu'ils subissent ne sont pas dues à leurs pratiques religieuses. »

À deux reprises, Smith a piloté des projets de loi similaires à la Chambre, mais aucun de ces projets n'a été adopté par le Sénat. Il recommande aux sénateurs « de ne pas laisser les intérêts économiques et autres intérêts faire obstacle » à ce dernier projet.

En juin dernier, Bush a reçu le président vietnamien Nguyen Minh Triet à la Maison Blanche.

Il a déclaré : « Afin que les relations deviennent plus étroites, il importe que nos amis s'impliquent fortement dans les droits de l'homme, la liberté et la démocratie. »

Les 3 représentants qui ont voté contre le projet de loi de Smith sont Tom Tancredo du Colorado et Ron Paul du Texas – tous deux candidats à l'investiture du Parti Républicain pour la présidentielle de 2008 – et Jeff Flake de l'Arizona, également du Parti Républicain.



Christopher Smith

Victime de harcèlement, il ferme son site

AFP | 14 septembre 2007

Une lettre d'information sur internet a été fermée "sous la contrainte politique" après trois mois de harcèlement au Vietnam, a affirmé vendredi son responsable australien.

Le mois dernier, le propriétaire et éditeur de la lettre Intellasia.com, Peter Leech, avait déjà affirmé que sa publication faisait l'objet "d'attaques officielles" pour avoir véhiculé des informations à contenu politique.

Spécialisée dans les informations économiques, la lettre pu-

blie aussi des informations générales.

La police et le ministère de la Culture vietnamiens ont ordonné au site internet "de fermer", menaçant, en cas de poursuite de l'activité, "des persécutions, pénalités et harcèlement du propriétaire australien, de sa femme et de son entreprise au Vietnam, plus dures qu'au cours des trois derniers mois", souligne Peter Leech vendredi dans un communiqué.

"De façon insidieuse, la police politique bloque illégalement Intellasia.com -- qui est localisée sur un serveur spécial aux États-

Unis et géré par une entreprise américaine", poursuit-il.

"Tous les fournisseurs d'accès à l'internet au Vietnam refusent l'accès à nos lecteurs et clients au Vietnam", affirme-t-il encore.

Mi-août, Peter Leech, qui a un bureau à Hanoi, avait déclaré avoir fait l'objet de "six semaines de harcèlement et d'interrogations".

A l'époque, les médias officiels vietnamiens avaient affirmé qu'Intellasia.com "exerçait illéga-



Le Viêt Nam intensifie sa pression sur les dissidents



AFP | Mercredi 5 septembre

Une organisation de défense des droits de l'homme craint que les autorités communistes vietnamiennes n'arrêtent prochainement un dissident défenseur des fermiers expropriés après l'intensification des attaques dirigées contre lui par le gouvernement, par les médias d'État et par des mesures d'intimidation.

Nguyen Khac Toan, éditeur en chef adjoint de la revue interdite *Tu Do Dan Chu* (Liberté et Démocratie), a été récemment harcelé par un « tribunal populaire » composé d'anciens membres du parti et de policiers à la retraite,

déclare *Reporters Sans Frontières* (RSF).

L'organisation de surveillance des médias et de défense des droits de l'homme basée à Paris dit que l'incident du 31 août à Hà Nội ainsi qu'une récente campagne médiatique orchestrée par le gouvernement contre le vétéran « pourrait laisser présager son emprisonnement imminent. »

Le tribunal populaire qui a jugé Toan dans son voisinage à Hà Nội l'a accusé d'avoir incité les fermiers à manifester dans la capitale le mois dernier. Des officiels ont recommandé son envoi dans un camp de rééducation politique, dit RSF dans un communiqué.

Depuis 2002, Toan a passé 4 ans dans les geôles pour « espionnage » après avoir diffusé des articles pro démocratie sur Internet, et ses déplacements ont été restreints depuis.

Il a été attaqué la semaine dernière dans les médias d'État avec un article intitulé « Un opportuniste

politique démasqué » -- en compagnie des dirigeants de l'Église Bouddhiste Unifiée du Viêt Nam (EBUV), interdite -- pour avoir prétendument encouragé les protestations des paysans.



Nguyen Khac Toan, opposant politique vietnamien

Voix du Viêt Nam, un média officiel dit qu'il [Toan] a contacté les fermiers qui protestent contre la confiscation de leurs terres et « les a encouragés à semer le désordre social en leur versant de l'argent venant de vietnamiens réactionnaires habitant à l'étranger. »

L'EBUV signale elle aussi des harcèlements accrus depuis qu'elle a apporté son soutien aux paysans protestataires. L'un de ses bonzes a été détenu pour avoir distribué de l'argent collecté lors d'une campagne internationale de soutien aux « Victimes de l'Injustice au Viêt Nam. »

« La police a intensifié menaces, harcèlement, contrôles, surveillance et interrogatoires contre les membres de l'EBUV à Sài Gòn et dans d'autres provinces, » déclare le Bureau International d'Information du Bouddhisme.

« Étant donné l'accroissement de la pression, le Bureau International d'Information du Bouddhisme est fortement préoccupé et craint des arrestations imminentes, » déclare dans un communiqué l'organisation, elle aussi basée à Paris.



PHOTO IBIB

Figure de la dissidence, le vénérable Thich Quang Do apporte son soutien aux paysans plaignants en juillet 2007



Le sens de la résolution HR 3096

Mardi 18 septembre 2007, la Chambre des Représentants américaine a adopté le projet de loi sur les droits de l'homme HR 3096 par 414 voix pour et 3 voix contre. Ce projet de loi est sur l'initiative des représentants Christopher Smith, Loretta Sanchez, Dana Rohrbaker et Edward Royce. Le principal contenu de ce projet de loi est d'alerter l'administration américaine sur les points importants suivants :

Limitier les aides économiques au régime communiste vietnamien ;

Débloquer quatre millions de dollars pour soutenir les organisations qui militent pour la démocratie et les droits de l'homme au Viêt Nam ;

Augmenter le budget de Radio Free Asia de dix millions pour surmonter le brouillage imposé par le régime vietnamien.

Après son adoption par la Chambre des Représentants, ce projet de loi sera présenté au Sénat qui l'examinera et procédera au vote. Si le Sénat l'adoptait, alors ce projet de loi sera présenté au président pour décider de le promulguer ou non. Le fait que la Chambre des Représentants ait voté massivement pour ce projet de loi nous permet d'avoir quelques remarques.

Premièrement, ce n'est pas la première fois qu'un projet de loi sur les droits de l'homme au Viêt Nam ait été adopté par la Chambre des Représentants. C'est la troisième fois que ce projet est soumis au vote des élus grâce à quelques représentants très préoccupés par les violations des droits de l'homme au Viêt Nam. A travers ces trois votes acquis avec une écrasante majorité, on peut noter que la classe politique

américaine observe de près la situation politique au Viêt Nam. Cet intérêt s'accroît avec le temps et on peut raisonnablement espérer que cette fois-ci, le projet de loi HR 3096 ne sera pas rejeté par le Sénat comme par le passé. La principale raison est que les deux précédents projets de loi ont été bloqués par les sénateurs John Mc Cain et John Kerry. Or, en avril dernier, ces deux poids lourds de la vie politique américaine ont critiqué publiquement les autorités vietnamiennes pour les arrestations des avocats Nguyen Van Dai, Le Thi Cong Nhan, Le Quoc Quan, etc.

Deuxièmement, le projet de loi sera présenté au vote des sénateurs fin septembre 2007 alors que le Premier ministre vietnamien Nguyen Tan Dung sera sur le sol américain pour faire du lobbying afin que le Viêt Nam obtienne un siège non permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU. C'est une claque pour les dirigeants vietnamiens corrompus et têtus, en particulier pour Nguyen Tan Dung qui a ordonné en février 2007 la dernière vague de répression contre les militants démocrates. Ces événements vont peser sur la visite de Nguyen Tan Dung qui en subira les critiques tout comme le président vietnamien Nguyen Minh Triet en juin dernier.

Troisièmement, ce projet de loi aidera moralement les militants pour la démocratie au Viêt Nam afin qu'ils poursuivent leurs actions, malgré la répression des communistes. Par ailleurs, il est encourageant de voir que ce projet de loi prévoit quatre millions de dollars pour le soutien des Organisations Non Gouvernementales qui militent pour la promotion de la démocratie en Asie. Bien que cette somme soit bien maigre au regard de l'immense tâche

à accomplir en Asie du Sud-est, mais elle représente une formidable avancée qui officialise l'implication des États-Unis dans la promotion de la démocratie dans cette région, avec un budget concret.

Quatrièmement, ce projet fournira davantage d'arguments pour la Commission américaine sur la liberté religieuse internationale pour demander le Département d'Etat de réinscrire le Viêt Nam dans la liste des pays particulièrement préoccupants pour les violations des droits de l'homme. Le fait que les autorités vietnamiennes aient repris leurs attaques contre les dirigeants de l'Eglise Bouddhique Unifiée du Viêt Nam après que ceux-ci ont apporté leur soutien aux paysans plaignants, est une raison de plus pour cette réinscription.

Cinquièmement, l'augmentation de dix millions de dollars le budget de Radio Free Asia pour surmonter les brouillages des dictatures de la région, notamment de la Chine et du Viêt Nam, montre que les États-Unis voient clairement la nécessité de libre circulation de l'information. Par ailleurs, cela contribuera aussi à étendre l'influence de cette radio en Asie.

Pour résumer, l'adoption du projet de loi HR 3096 le 18 septembre 2007 est un stimulant pour le mouvement pro démocratie au Viêt Nam car cela officialise l'implication des États-Unis. Il reste à convaincre les sénateurs d'adopter à leur tour ce texte. C'est un travail nécessaire et urgent.

Trung Dien



Nouvelles manifestations des paysans plaignants à Sài Gòn

Depuis quelques jours, des dizaines de paysans plaignants des différents départements méridionaux sont revenus à Sài Gòn pour manifester devant les locaux de l'administration centrale.

Le 12 septembre, une cinquantaine de paysans plaignants d'An Giang se réunissent devant le 210 rue Vo Thi Sau, 3e arrondissement. Les deux tiers d'entre eux sont des paysans khmers qui n'ont pas reçu de justes compensations pour la saisie de leurs terres par les autorités départementales. A la fin de la journée, les manifestants sont embarqués par la police pour être ramenés à An Giang.

Tôt le 13 septembre, une trentaine d'autres manifestants, toujours d'An Giang, se rassemblent devant un bâtiment officiel situé au 210 rue Vo Thi Sau, 3e arrondissement. Mais ils ne peuvent manifester qu'une demi-journée car la police vient les déloger manu militari à

14h. Madame Vo Thi Dua, 58 ans, paysanne plaignante d'An Giang, crie alors : « *Les autorités départementales d'An Giang doivent restituer mes terres.* » Elle est brutalement embarquée par la police et emmenée au commissariat du 3e arrondissement pour y être interrogée comme une délinquante. Elle est relâchée dans l'après midi et forcée de rentrer à An Giang.

Les paysans plaignants qui ont tout perdu vivent de petits boulots et économisent chaque centime afin de pouvoir monter à Sài Gòn se plaindre auprès des autorités centrales. Mais dès le 1er

jour dans la capitale économique du Viêt Nam, les autorités les embarquent de force dans des véhicules pour les ramener à leur point de départ. Cela semble devenir la seule réponse des autorités communistes vietnamiennes face à ces paysans plaignants. Dès qu'un rassemblement de ces gens survient, il est rapidement dispersé et les paysans sont ramenés immédiatement chez eux. Les autorités veulent à tout prix éviter la répétition des 27 jours de manifestation en juin et juillet dernier au cours desquels s'étaient rassemblés jusqu'à 2000 paysans en colère. Ce faisant, les



autorités portent atteinte à la liberté de manifester pourtant inscrite dans la législation vietnamienne. En interdisant les plaignants de s'exprimer sur la voie publique, les autorités vietnamiennes violent leurs propres lois. De plus, la police campe désormais nuit et jour devant le bureau de représentation de l'État, au n° 210 de la rue Vo Thi Sau, empêchant tout rassemblement de paysans plaignants. Les autorités vietnamiennes veulent-elles réellement résoudre le problème de ces gens qui, malgré tout, croient encore à la justice et placent leur confiance dans l'administration centrale. Ou bien ce

bureau de représentation n'est-il qu'une vitrine destinée à tromper l'opinion publique ?

Mesdames Lê Thi Nguyet et Cao Quê Hoa de Tien Giang nous ont également appris que le 15 septembre 2007 à 15 heures, un groupe de 25 à 30 individus avec des airs de voyous avaient débarqué à la buvette de monsieur Nguyen Van Trinh, située dans le hameau de Tan Phu, commune de Phu Thuan, département de Tien Giang. Ces individus ont passé à tabac M. et Mme Trinh, puis ils ont cassé son humble boutique. C'est grâce à l'intervention des voisins que M. et Mme Trinh ont pu être secourus et transportés vers l'hôpital. Alors que leur fille était en train de les soigner dans leur chambre d'hôpital, ces individus sont revenus pour s'en prendre brutalement à la jeune femme. Elle a dû être secourue par le personnel médical qui l'a ensuite soignée aux urgences. M. et Mme Trinh ont rapporté que les voyous criaient ces paroles tout en les frappant : « *Cela vous apprendra à aller manifester à Sài Gòn, à porter plainte. On se fout de vos plaintes !!!* »

Durant le passage à tabac, de nombreux voisins ont appelé la police au n° d'urgence 113 mais aucun policier ne s'est déplacé pour arrêter les voyous. Après leur méfait, ils ont même défié la population de les dénoncer à la police.

Il faut rappeler que M. et Mme Trinh faisaient partie des meneurs de la manifestation de 27 jours à Sài Gòn en juin et juillet dernier, s'exprimant largement avec des porte-voix. M. Trinh se tenait aux côtés du



vénérable Thich Quang Do le 17 juillet lorsque ce dernier exprimait son soutien au millier de

paysans plaignants présents. Lorsque les manifestants ont été ramenés de force dans leurs départements, les époux Trinh ont été gardés à vue durant plusieurs jours. Depuis cette date, ils ont été constamment harcelés, interrogés, menacés par la police. Mais M. et Mme Trinh n'ont jamais voulu retirer leurs plaintes, si bien qu'aux yeux de la police locale ils représentaient un élément à éliminer. Nous sommes persuadés que c'est la police de Tien

Giang qui a organisé le tabassage des époux Trinh afin de les dis-

suader de mener à nouveau les manifestants à Sài Gòn.

Nous protestons énergiquement contre ces crimes des autorités communistes vietnamiennes de Tien Giang, l'envoi de voyous et aussi de policiers en civil pour frapper de pauvres citoyens comme la famille Trinh. Nous appelons également les opinions publiques et les personnes de bonne volonté au Viêt Nam et à l'étranger à continuer à soutenir les paysans plaignants, pauvres victimes du régime.

Les reporters militants pour la justice, écrivant depuis Sài Gòn le 15.09.2007.

Encore des arguments puérils

Durant ces derniers jours, les médias (journaux, télévisions, sites Internet,...) officiels du Viêt Nam (sous la « direction » du Parti Communiste Vietnamien - PCV) ont publié de concert un ensemble d'articles critiquant et diffamant des personnes qui, par compassion, ont aidé les paysans dépossédés de leurs terres et qui manifestent actuellement à Sài Gòn et à Hà Nội. Les médias s'en sont pris essentiellement à trois personnes : le vénérable Thich Quang Do - Recteur de l'Institut de Propagation du Bouddhisme de l'Église Bouddique Unifiée du Viêt Nam (EBUV, interdite par les autorités vietnamiennes), le vénérable Thich Khong Tanh - responsable des programmes humanitaires de l'EBUV et monsieur Nguyen Khac Toan. Le premier a reçu le prix *Rafto*, du nom d'une organisation norvégienne pour la défense des droits de l'homme. Le troisième a reçu le prix Hellman/Hammett de l'organisation américaine de défense des droits

de l'homme *Human Rights Watch*.

Les médias officiels comme *Nhan Dan* (Le Peuple), *Quan Doi Nhan Dan* (l'Armée du Peuple), *An Ninh The Gioi* (Sécurité Internationale), *Lao Dong* (le Travail), *Tien Phong* (l'Avant-gardiste), *Le Courrier du Vietnam*, *l'Agence Vietnamiennne d'Informations*, ou encore la chaîne nationale *VTV1* ont voulu faire passer les messages suivants :

1. Les paysans qui se plaignent ont été manipulés et incités à le faire par des personnes malveillantes.
2. Si les membres de l'EBUV aident les paysans plaignants, c'est pour servir des motifs « politiques. »
3. Monsieur Nguyen Khac Toan a un passé douteux et il agit par « opportunisme politique. »
4. Toutes les personnes qui aident les paysans plaignants cherchent à semer l'instabilité, le désordre, et sont « à la solde des forces ennemies à l'étranger »,

pour « nuire à la nation. »

Sur le premier point, voici quelques citations :

« *Le problème des prix fonciers, mesdames et messieurs les députés, est un des problèmes que l'État et le gouvernement considèrent comme difficile, complexe, et le gouvernement consacre énormément de temps à cette question.* » (Discours du Premier ministre Nguyen Tan Dung le 31 mars 2007 devant le Parlement, source : Vietnamnet)

« *J'insiste fortement sur les responsabilités des autorités locales et des organismes dépendant du gouvernement. Il faut une implication à tous les niveaux de l'État si on veut résoudre le problème des nombreux plaignants.* » (Déclaration de l'Inspecteur en Chef du gouvernement Tran Van Truyen le 31 juillet 2007, source : Vietnamnet)

« *Les gens déposent plainte mois après mois. Il y a les gens*



que j'ai reçu ce mois-ci, et que je reverrai le mois prochain ; je connais maintenant leurs visages. Beaucoup de paysans qui se plaignent me disent qu'en dépit des décisions du ministère de l'Environnement, les autorités locales ne bougent pas. Ils me remontent aussi les cas de compensations insatisfaisantes, voire parfois des situations où les autorités locales se montrent hautaines et arrogantes à l'égard des paysans. » [...] « On a beaucoup dit que si une administration locale reçoit des plaintes et qu'elle se montre incapable de les résoudre, alors le président de cette administration doit en porter la responsabilité et en subir les éventuelles conséquences. Mais avons-nous déjà puni qui que ce soit dans ce genre d'affaires ? Personne n'a été inquiété alors que le nombre de plaignants ne cesse d'augmenter et leurs plaintes se font plus incisives. Cela veut dire que nous ne sommes pas encore assez rigoureux dans nos procédures. » [...] « L'année dernière, nous avons effectué un petit bilan de notre gestion des plaintes ; il s'est avéré que 80% de ces plaintes étaient fondées. » (Déclaration du ministre de l'Environnement Mai Ai Truc le 26 juillet 2007, source : Vietnamnet)

Ainsi, en se basant sur les déclarations de ceux qui sont actuellement au pouvoir, on peut aisément constater que l'affirmation selon laquelle les paysans plaignants sont manipulés par de « mauvais éléments » est totalement mensongère et qu'elle sert d'abord à masquer le problème bien réel de ces nombreux paysans. Si les plaignants sont de plus en plus nombreux, c'est la conséquence d'une mauvaise gouvernance, irresponsable et sans lendemain, de ceux qui détiennent actuellement le pouvoir.

Sur le second point :

Le fait que les religieux aident les paysans plaignants et miséreux ne fait que démontrer leur

sens civique, leur esprit de miséricorde et de générosité, conforme aux enseignements du Bouddhisme. Il n'est toutefois pas nécessaire d'appartenir à un



Quân Đội Nhân Dân (Armée Populaire), l'un des 700 relais de la propagande du régime communiste vietnamien.

ordre religieux pour s'émouvoir du sort de ces pauvres paysans, pour comprendre leur sentiment d'injustice. Aider ces pauvres gens est un devoir pour ceux qui veulent construire « une société pluraliste, multipartite, vraiment représentative des 80 millions de Vietnamiens » (paroles du vénérable Thich Quang Do), pour ceux qui chérissent la liberté, qui recherchent le bien être général. C'est la vraie voie du bouddhisme. Pendant ce temps, les bouddhistes qui sont affiliés à l'Église de l'État passent leur temps à chanter les slogans du régime « Religion d'État, Peuple et Socialisme. » Au nom du respect de la liberté, on doit respecter ce choix. Mais il est évident qu'en choisissant de soutenir un idéal qui a été rejeté dans le reste du monde, alors ils tarderont à trouver la vraie voie de la sagesse du bouddhisme.

Sur le troisième point :

Ces journaux ont fait preuve de partialité en mentionnant le passé judiciaire de Nguyen Khac

Toan. Les journalistes ont omis de signaler qu'en 2003 devant la cour, Nguyen Khac Toan avait dû assurer seul sa défense et il avait réfuté toutes les accusations « d'espionnage. » Son procès n'était pas ouvert au public et de nombreuses ambassades occidentales avaient protesté contre le verdict de « la cour ». Il semble bien que les journalistes du régime aient cherché à « noyer le poisson » en présentant une seule facette de l'histoire.

En qualifiant Nguyen Khac Toan « d'opportuniste politique, » je ne sais pas si les journalistes voulaient dire que celui-ci sait saisir l'opportunité présente pour faire de la politique et aider véritablement le pays ? Si c'est bien de cela qu'il s'agit, alors ne devrions-nous pas tous soutenir Nguyen Khac Toan ? Mais si les journalistes croient que Nguyen Khac Toan profite de la politique pour servir ses intérêts personnels alors je pense que Nguyen Khac Toan se serait déjà rangé du côté de ceux qui sont actuellement au pouvoir car c'est exactement ce que font tous nos dirigeants.

Sur le quatrième point :

Accuser ceux qui aident les paysans plaignants de vouloir créer le désordre revient à diffamer, menacer, isoler ces personnes charitables et pousser un peu plus les paysans dans une voie sans issue. Il suffit d'écouter le vénérable Thich Quang Do lorsqu'il s'adresse aux paysans plaignants à Sài Gòn le 17 juillet dernier : « Je demande au gouvernement de résoudre équitablement les différends fonciers, qu'il ne laisse pas les gens continuer à vivre dans la difficulté. Et je vous demande [aux paysans plaignants] de ne pas laisser libre cours à votre colère et de risquer ainsi de commettre l'irréparable. »



N'importe quel état civilisé doit permettre à ses citoyens d'exprimer pacifiquement mais ouvertement leur mécontentement. Cela permet de révéler au grand jour d'éventuels dysfonctionnements de la société. Ceux qui aident pour que les manifestations de mécontentements se déroulent dans de bonnes conditions doivent être aidés et protégés. Les moyens matériels comme les téléphones portables, caméras ou banderoles sont les outils des manifestants, pourquoi devraient-ils être interdits ?

On peut se demander si les associations reconnues et autorisées par l'État fonctionnent véritablement car aucun membre de l'Association des Femmes, l'Association des Paysans, l'Association des Personnes Âgées, le Front Patriotique, ... n'a daigné se montrer aux côtés des paysans plaignants durant les 27 jours où ceux-ci ont manifesté devant la représentation de l'Assemblée nationale. Ceux qui ont aidé des manifestants n'appartiennent à aucune des associations précitées. Ce sont eux qui œuvrent bénévolement pour la naissance d'une société juste, équitable, ordonnée et pour le bien être général, pas une société avec des associations servant uniquement les intérêts du régime.

Actuellement, la politique extérieure du Viêt Nam cherche à établir « de bonnes relations avec

tous les autres pays. » Depuis l'effondrement des pays communistes en Europe de l'Est, je n'ai pas vu une seule fois un journal officiel reprocher au Viêt Nam de se rapprocher des pays abritant des « éléments hostiles ». Mais lorsque les Vietnamiens du pays nouent des contacts avec ceux de l'étranger comme c'est le cas entre les paysans plaignants et certaines organisations d'outre-mer, les journaux crient à « la trahison, la collusion avec l'ennemi, etc. » Les médias officiels ne chercheraient-ils pas à instaurer une tradition qui consisterait à qualifier « d'ennemis » tous ceux qui pointent du doigt les travers de la société et « de trahison » ceux qui mettent en cause la responsabilité des



**Dr Pham Hong Son,
opposant politique
vietnamien**

dirigeants actuels ? Les actuels dirigeants communistes et ceux qui « croient » encore au socialisme auraient-ils oublié qu'il faut se tenir aux côtés des pauvres paysans car la majorité d'entre eux appartiennent réellement à la classe prolétarienne : sans biens ni argent. Ceux qui remplissent les pages des journaux officiels auraient-ils oublié que les Vietnamiens de l'étranger qui ont aidé les paysans plaignants sont des « compatriotes lointains » ? Qu'ils acceptent ou non le système politique actuel du Viêt Nam, ce qu'ils ont fait contribue au bien être de la population car ils sont venus en aide aux personnes les plus démunies, injustement écartées par la gestion de la société d'aujourd'hui.

Que l'Institut de Propagation du Bouddhisme de l'EBUV possède un budget pour « secourir les paysans plaignants » montre que lorsqu'une association ou un individu ne reçoit aucune aide de l'État, on peut parfois compter sur la bienveillance d'autres Vietnamiens. Les 300 millions de dongs (15 000 euros) que l'EBUV avait prévu de débloquer le 23 août pour aider les paysans plaignants est une somme conséquente pour un ménage. Mais cela reste une très petite somme au regard des immenses besoins des paysans. Et c'est bien peu comparé aux « pots de vins » reçus par de nombreux membres du parti communiste et utilisés comme « dépenses de loisirs ». Et pourtant les autorités ont empêché la distribution de ce don. Ainsi, les paysans plaignants savent bien qui sont ceux qui « trahissent » le pays.

Quelques mots en conclusion :

Un régime peut recourir à la manière forte pour masquer une partie des mécontentements, pour masquer temporairement des injustices sociales, mais ce n'est pas une bonne solution pour pacifier la société. Un système médiatique contrôlé par le régime peut déformer la vérité, mais cela ne fait que discréditer ce régime aux yeux de la population. Les citoyens honnêtes qui se tiennent du côté des victimes d'une politique injuste doivent souvent faire face à de nombreuses difficultés, à des dangers. Mais derrière eux se trouvent la masse populaire et tous ceux qui chérissent la liberté et la justice.

Phạm Hồng Sơn

contact@viettan.org — www.viettan.org

BUREAU PRINCIPAL

2530 BERRYESSA RD. #234
San Jose, CA 95132 — USA
Tél. : (1) 408-347-8830

Fax : (1) 408-347-8730

ASIE

P.O. Box 223
Shiba, Tokyo 105-91 — JAPAN
Tél. / fax : (81) 3.3765.5317

EUROPE

BP130
92185 Antony Cedex- FRANCE
Tél. / fax : (33) 1.46.86.85.22

AUSTRALIE

P.O. Box 791
Bankstown, NSW 2200
Tél. / fax : (61) 2-9757-3072

